

#### Sur la forme

- la mention de « chimique » mériterait d'être précisée dès le début, à la surface des sols et dans les sols tout est chimique, les PPP sont issus de la chimie de synthèse industrielle - chimie (SI) - le reste relève de la chimie organique naturelle ;
- dans la liste des biocides il manque bactéricide ;
- la définition des agents de biocontrôle ne vient qu'en note infra-paginale p18 alors que le terme est employé bien avant cette page
- page 12 la courbe est fallacieuse, tracé après 2022 son origine (modélisation ? mais laquelle) elle est reprise à la page 67 et fait office de conclusion ! (nous n'accepterons jamais cela de la part d'un étudiant !)

#### Sur le fond

##### *Axe1*

- la place donnée au sol est insuffisante (peu d'occurrence du terme). Le sol reste le réceptacle de tous ces produits. Et pourtant les services écosystémiques sont abordés et il est reconnu que les PPP font courir des risques à l'environnement ?

Les PPP s sont seulement dégradés et se retrouvent sous forme de métabolites dont nous ignorons souvent la toxicité - besoin de plus de recherches - et des effets cocktails à partir des fragments de ces molécules pouvant se re-combiner (une levée du secret de affaires de la part des industriels serait nécessaire sur ce sujet).

. Par contre l'eau qui s'infiltré et qui ruisselle prend en solution les métabolites secondaires et fragments de chaînes et les entraîne, y compris vers des captages d'eau potable : combien de captages en France devront fermer ? Existe-t-il des traitements abordables économiquement par la collectivité qui puissent leur permettre de continuer à garantir l'eau « potable » ? (voir rapport du CGDD de 2011, 2015 et les suivants)

l'indicateur HRI1 proposé a déjà généré de nombreux commentaires dans la communauté scientifique, aucune mention des biais ! Pourquoi ne pas envisager de l'accompagner par le NODU, l'IFT, QSA... ou autres ? cela est dit p 5 mais ils ne sont pas cités., en précisant les biais de chacun. L'un HRI1 pour les risques induits, le NoDU quantifie l'usage des PPP (au moins à la vente)...

*Page 16 « Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de sortir de la logique de substitution d'une substance active par une autre, **pour privilégier les combinaisons de solutions agronomiques et de biocontrôle dans le cadre d'une approche par usages.** Sans cela, l'utilisation d'un produit interdit risque d'être simplement remplacée par l'utilisation d'un autre ayant des usages, voire les impacts, analogues, **ce qui ne conduira pas à une baisse** du niveau global de l'utilisation de produits phyto-pharmaceutiques, et sans forcément d'effets positifs pour l'environnement et la santé par une concentration de l'usage sur quelques molécules. **Surtout, cela ne permettra pas aux agriculteurs d'anticiper de nouveaux retraits de l'approbation de substances actives du fait de nouvelles don-***

*nées scientifiques : l'approche globale est celle qui garantit le développement de solutions en amont »*

Pourrait-on envisager des solutions **où on ne fait pas appel du tout aux PPP** ? : elles existent avec des méthodes de cultures qui permettent une diminution de la pression des maladies, des adventices et des insectes : agroécologie, agriculture biologique ou de conservation, agroforesterie.

Que ces autres méthodes fassent partie absolument de la formation initiale et continue avec des visites, des témoignages, des stages pour accompagner le changement et atteindre effectivement les objectifs de la transition.

Que des méthodes d'accompagnement des agriculteurs soient réellement mises en place ! combien de chambre d'agriculture et de département prennent cela à bras le corps pour effectivement faire diffuser les méthodes vertueuses et les bonnes pratiques agricoles ! et diminuer la dépendance aux PPP sur tout le territoire.

Qu'en pensent les huit « task force filière » et le comité interfilière mis en place ? Quel degré d'ouverture de ces instances ?

Sauf par le recours à plus d'agronomie, les 75 pages ne parlent jamais des itinéraires techniques des autres systèmes d'agriculture qui permettent avec succès de diminuer la pression des insectes, adventices, maladies, ni de celles qui augmentent la « résilience » du **sol** et des cultures.

## **Axe2**

Est-ce qu'un registre électronique sera plus performant ? (et quel rapport avec la sensibilisation à l'agroécologie).

Objectiver et diffuser l'information sur les risques de propagation des maladies et ravageurs et la réduction des traitements, en rénovant le bulletin de santé du végétal, il sera nécessaire d'intégrer dans cette rénovation la faune du sol et celle qui utilise le sol dans leurs phase de développement (larves et nymphes de nombreux pollinisateurs et de prédateurs de certains « ravageurs » de cultures), le mettre en relation avec les agents de biocontrôle.

La recommandation de plantations de haies et d'agroforesterie (intra-parcellaire) est satisfaisante pour ses apports aux services écosystémiques, mais ils sont annihilés par l'enrobage des semences par des fongicides, en effet ces derniers « tuent » tous les champignons du sol et donc toutes les mycorhizes, qui contribuent au bon développement de tous ligneux (98 % des arbres sont mycorhizés), alors que cet enrobage n'est souvent fait qu'à titre préventif pour la récolte future.

## **Axe3**

Renforcer la connaissance des risques pour la santé de l'environnement et celle des sols, dans l'usage et le devenir dans leur fragmentation (effet cocktail) des PPP.

Les aires de captage mais aussi les sols sous-jacents (de par leur volume) et contigus (effet de ruissellement latéral) devraient être mieux surveillés.

Assurer une révision des objectifs des MAEC afin qu'ils soient plus efficaces.

La séparation entre vendeurs et conseillers agricoles a été actée dans la version antérieure à ce plan, Pourquoi y déroger ?

## **Axe4**

*La stratégie R et Innovation répond à plusieurs objectifs adaptés à l'objectif de diminution des usages*

- *Assurer reconception du système*
- *Réduction des risques*
- *Produire des connaissances sur les bioagresseurs et les solutions basées sur la science et les évaluer*

...Mais est-ce que les mesures proposées par Ecophyto R et I sont susceptibles d'y parvenir ??

Le triptyque études/diffusion des résultats/coordination n'a jamais été suivi de décisions concrètes et efficaces. On revient encore et toujours, coordonnés par les 4 ministères et Territoires durables du

Cirad sur :

- mettre au point des solutions alternatives non chimiques (sans PPP)
- utiliser des outils alternatifs, mais aucun exemple n'est donné
- proposer des innovations sociales, mais elles ne sont pas précisées
- Recenser les méthodes
- Montrer le succès des biocontrôles
- Renforcer les transferts d'information entre les résultats d'étude et les utilisateurs

La poursuite de la mobilisation de l'enseignement agricole est indispensable pour confirmer toutes les avancées des 192 exploitations des lycées des pages 59 et 60 (NB : seuls les lycées publics disposent d'exploitations, quelle forme de mobilisation de l'enseignement privé?)

Pour cela il est nécessaire de mobiliser tous les enseignants et en particulier ceux de l'enseignement supérieur.

La formation continue doit mettre en œuvre le renouvellement des certificats, la place des Itinéraires techniques innovants, pour accompagner la montée en compétences des agri afin qu'ils contribuent à une réduction durable des PPP, il faut mobiliser les OPCO (VIVEA, OCAPIAT) pour développer et mettre à jour l'offre de formation professionnelle non diplômante des exploitants ainsi que la formation des conseillers.

Pour L'AFES (Association Française d'Etudes du Sol) le 6 juin 2024

Charles Gers -Albert, Marie Françoise Slak